

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine historique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Restauration et valorisation des Geôles de Lauwe - Programme de valorisation - Demande de subvention - Approbation

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

L'Etat est propriétaire de l'ensemble immobilier situé à Montpellier, 4 rue du 81^e régiment de l'Infanterie, affecté au ministère de l'Education Nationale au titre de la Cité éducative Françoise-Combes. Au sein de ce site, sont en particulier abritées les Geôles des Martyrs de la Résistance dans l'ancienne caserne de Lauwe, espace investi par la milice, lieu de torture des résistants entre juin et août 1944, et inscrit au titre des monuments historiques suivant arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Occitanie en date du 14 octobre 2019.

L'état des Geôles des Martyrs de la Résistance s'est fortement dégradé au fil du temps pour être considéré à ce jour comme préoccupant. Depuis de nombreuses années, les associations mémorielles interpellent les pouvoirs publics concernant l'état de délabrement de ce site classé, essentiel pour la mémoire collective. À l'occasion du Conseil municipal du 26 mars 2024, la Ville de Montpellier avait fait savoir son souhait d'engager un dialogue avec l'Etat en vue d'initier une démarche de sauvegarde du site.

L'Etat et la Ville de Montpellier, conscients de l'importance de ce patrimoine, de la nécessité de transmission mémorielle, notamment aux jeunes générations, et inquiets de la détérioration avancée du site, ont donc engagé un dialogue en vue d'organiser les conditions de sa conservation et valorisation. Une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fera prochainement l'objet d'une décision, avant

d'être signée par l'Etat et la Ville de Montpellier, afin de répondre à ce double objectif de restauration et valorisation. Elle définira les conditions d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat par la Ville de Montpellier, organisant les modalités d'une valorisation du site en direction du grand public dans le cadre d'un travail mémoriel. Ce programme de valorisation sera défini en dialogue avec l'Etat une fois les travaux de sécurisation du site terminé et pourra prendre la forme de visites guidées, ateliers pédagogiques, support éditoriaux...

Afin de permettre le déploiement de ce programme, la convention prévoira également la prise en charge par la Ville de Montpellier des études et travaux visant à concourir à la sauvegarde patrimoniale du site en vue de permettre son ouverture au public. Ces travaux se dérouleront en deux phases distinctes :

- Phase 1 – sauvegarde urgente des inscriptions historiques : été 2024 ;
- Phase 2 – restauration en vue de permettre l'accueil du public sans risque de dégradation du site : 2024-2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme de valorisation des Geôles de Lauwe en direction du grand public ;
- D'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter les subventions les plus hautes possibles auprès de l'Etat et d'autres institutions et partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-272058-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.